

# L'avenir n'est pas si sombre

Par Jacques Léonard et Stéphane Gobeil

## **Introduction**

Alors que nous occupions tous deux des fonctions au Bloc Québécois, nous avons analysé la situation financière globale du Québec, en prenant en compte les finances du gouvernement du Québec et la part québécoise des finances fédérales. Ces travaux ont été rendus publics à l'occasion du [Forum sur les perspectives économiques et financières du Québec](#) organisé par l'IRQ le 14 juin 2008. En résumé, nos résultats montraient que le niveau d'endettement du Québec était sous la moyenne des pays de l'OCDE.

Depuis ce temps, diverses évaluations de l'endettement public du Québec ont été faites, certaines minimisant la situation et d'autres exagérant les périls. Dans les dernières semaines, nous avons par exemple entendu le Premier ministre du Québec, [Jean Charest](#), affirmer que le Québec n'était pas plus endetté que la moyenne des pays de l'OCDE et en même temps, le ministère des Finances du Québec (MFQ) publiait une [étude](#) affirmant le contraire. Qu'en est-il exactement?

Nous avons voulu le savoir et nous avons donc mis à jour nos travaux sur le niveau d'endettement du Québec. Nos résultats montrent que le niveau d'endettement net du Québec se situait sous la moyenne des pays de l'OCDE en 2008, contrairement aux résultats du MFQ.

Mais depuis 2008, la crise financière et économique est intervenue et nous avons poussé notre analyse plus loin, en estimant le niveau d'endettement du Québec en 2010 et en le comparant aux pays de l'OCDE.

La situation du Québec s'est détériorée depuis 2008, bien entendu, mais celle de la grande majorité des pays riches, comme de l'Ontario, s'est détériorée encore davantage, de sorte que le Québec est mieux placé lorsqu'on le compare aux autres pays du Monde.

Par exemple, en 2010, le Québec fera un déficit (incluant sa part du déficit fédéral) de 15 milliards de dollars, qui équivaut à 4,8% de son PIB. Il s'agit là d'un déficit important, mais qui est bien moindre que celui de la grande majorité des pays de l'OCDE, comme le montre le tableau suivant.

## Solde financier des administrations publiques, 2010<sup>1</sup>

Solde financier, 2010		
Rang	Pays	Déficit / PIB
1	Royaume-Uni	13,3
2	Irlande	12,2
3	États-Unis	10,7
4	Islande	10,1
5	Grèce	9,8
	Moyenne de l'OCDE	8,3
11	Ontario	6,5
21	Canada	5,2
23	Québec	4,8

Les déficits moins élevés du Québec ont pour conséquence une croissance moins élevée de la dette, de sorte qu'en 2010, la dette nette du Québec-pays selon la méthodologie de l'OCDE le placerait au 11<sup>e</sup> rang, très loin derrière la Grèce.

## Engagements financiers nets, 2010<sup>2</sup>

Engagements financiers nets, 2010		
Rang	Pays	% du PIB
1	Japon	104,6
2	Italie	100,8
3	Grèce	94,6
4	Belgique	85,4
5	États-Unis	65,2
6	Portugal	62,6
7	Hongrie	62,1
8	France	60,7
9	Royaume-Uni	59,0
	Zone euro	57,9
	OCDE	57,6
10	Allemagne	54,7
11	Québec	49,5

<sup>1</sup> Pour l'Ontario et le Québec, nous avons additionné les déficits de toutes les administrations publiques (locales, provinciale et la part fédérale) Voir page 9 pour des explications détaillées.

<sup>2</sup> Les explications détaillées de ce résultat apparaissent dans les pages suivantes.

## ***L'étude du ministère des Finances du Québec***

En marge du budget 2010, le ministère des Finances du Québec (MFQ) a publié une [étude](#) sur la dette du Québec. Les pages 29 à 35 sont consacrées à des comparaisons internationales entre le Québec – s'il était un pays souverain – et les pays de l'OCDE en 2008.<sup>3</sup> Quoique cette étude du MFQ soit la bienvenue, la méthodologie utilisée est erronée, malgré l'affirmation des auteurs selon laquelle ils ont repris celle de l'OCDE.

Dans un premier temps, les auteurs évaluent le niveau d'endettement brut du Québec, ce qui correspond, dans la terminologie de l'OCDE, aux « engagements financiers bruts » (EFB) et dans l'étude du MFQ, à « la dette publique du Québec.<sup>4</sup> Résultats de l'étude : les EFB du Québec s'élevaient à 285,5 milliards de dollars en 2008, ce qui équivaut à 94,5% du PIB et placerait le Québec au 5<sup>e</sup> rang des pays les plus endettés de l'OCDE, juste derrière la Grèce. Évidemment, un tel portrait fait peur, car il laisse entendre que le Québec est sur le bord de la faillite, comme la Grèce.

### ***Le passif des régimes de retraite***

Comme le rappellent les auteurs du MFQ, la méthodologie de l'OCDE exclut « les engagements à l'égard des régimes de retraite »<sup>5</sup> Si l'OCDE procède ainsi, c'est que ces engagements envers les régimes de retraite sont une dette future, actuarielle et qu'à l'exception du Canada (et du Québec), très peu de pays comptabilisent ce type de dette. Or, le passif des régimes de retraite constitue près de 40% de la dette brute du Québec.

Il faut donc exclure de la dette brute le passif au titre des régimes de retraite et des « avantages sociaux futurs. » Cela nous ramène à la dette directe du gouvernement du Québec en 2008, soit 124,6 milliards.<sup>6</sup>

Les auteurs du MFQ, pour leur part, y vont plutôt d'une démarche alambiquée qui les amène à additionner à la dette directe le passif des régimes de retraite, le passif au titre des avantages sociaux futurs et à soustraire ensuite les actifs du Fonds d'amortissement des régimes de retraite, les actifs du Fonds dédié aux avantages sociaux futurs et les actifs du Fonds des générations. Ce qui donne 151,4 milliards.<sup>7</sup> À cela, ils soustraient le passif net au titre des régimes de retraite, ce qui donne une dette brute de 122,7 milliards.

---

<sup>3</sup> Ce qui équivaut à l'année budgétaire 2008-2009

<sup>4</sup> Voir Tableau 12 de « La dette du gouvernement du Québec »

<sup>5</sup> On trouvera les explications méthodologiques de l'OCDE à l'adresse suivante :

[http://www.oecd.org/document/57/0,3343,fr\\_2649\\_34109\\_33671481\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html#tab\\_33](http://www.oecd.org/document/57/0,3343,fr_2649_34109_33671481_1_1_1_1,00.html#tab_33)

<sup>6</sup> Voir le Tableau I13 du budget 2010 à l'année 2008-2009, première colonne.

<sup>7</sup> Tableau I13, dernière colonne.

En procédant ainsi, le MFQ ne respecte pas la méthodologie de l'OCDE, puisqu'il n'exclut pas le passif des régimes de retraite, ni les avantages sociaux futurs, mais plutôt les passifs nets et qu'il inclut les actifs du Fonds des générations, alors qu'il s'agit de calculer la dette brute. Cela n'a pas une grande incidence sur le calcul des engagements financiers bruts, qui sont ainsi légèrement réduits. Mais cela a une incidence majeure sur le calcul des engagements financiers nets, comme nous le verrons un peu plus loin.

### ***Le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR)***

Cette façon de procéder fait problème à cause du FARR. Ce fonds a été créé en 1993 pour amortir la dette future (actuarielle) du gouvernement envers les régimes de retraite des fonctionnaires. Le gouvernement a alors décidé d'emprunter sur les marchés financiers pour ensuite réinvestir ces sommes en vue d'obtenir des rendements supérieurs aux taux d'intérêts qu'il doit payer sur les emprunts. Cela signifie que le FARR est constitué à partir d'emprunts inscrits dans la dette directe, comme le mentionne l'extrait suivant du budget 2010 :

*« Pour effectuer des dépôts au FARR, le gouvernement émet des obligations sur les marchés financiers (...) Le montant des emprunts réalisés pour effectuer les dépôts augmente la dette directe. »<sup>8</sup>*

C'est donc dire que des 124,7 milliards de dette directe en 2008, il y a une part (25,3 milliards) qui a été contractée pour garnir le FARR,<sup>9</sup> une somme qui a fructifiée pour atteindre 36 milliards en 2008. Il est pour le moins incongru de faire comme le MFQ, qui prend en compte la dette qui a permis de constituer le FARR et du même coup, exclut les actifs correspondants. Il faut choisir : soit on intègre le FARR, soit on l'exclut.<sup>10</sup>

---

<sup>8</sup> Page D25 du budget 2010

<sup>9</sup> Tableau D14 du budget 2010

<sup>10</sup> L'OCDE ne prévoit pas un tel cas de figure dans sa méthodologie et il faut donc faire un choix.

Le tableau suivant résume la démarche du MFQ et la nôtre, selon qu'on choisit de prendre ou non en compte le FARR :

Dettes brutes du gouvernement du Québec, 2008			
	MFQ	Avec FARR	Sans FARR
Dettes directes	124 629	124 629	124 629
Emprunts pour garnir le FARR			-25 252
Régimes de retraite	64 674		
FARR	-36 025		
Avantages sociaux futurs (ASF)	1 114		
Fonds dédiés ASF	-1 055		
Fonds des générations	-1 952		
Sous-total	151 385	124 629	99 377
Passif net des régimes de retraite	-28 649		
<b>Total</b>	<b>122 736</b>	<b>124 629</b>	<b>99 377</b>

Pour notre part, nous avons choisi d'inclure le FARR dans nos calculs de bout en bout, ce qui a pour conséquence d'augmenter la dette brute et de réduire la dette nette. Nous avons fait ce choix parce que la dette contractée pour garnir ce fonds n'est pas une dette future, mais bien une dette existante que le gouvernement doit rembourser aux marchés financiers et sur laquelle il paye des intérêts.

### ***Les autres éléments de la dette publique***

Se conformant à la méthodologie de l'OCDE, le MFQ additionne ensuite les autres éléments du passif du gouvernement : la dette des municipalités, celle des réseaux et la part du Québec de la dette fédérale. Pour cette dernière, le MFQ a fait un choix étonnant en calculant la part du Québec au prorata de la population, soit 23,3%. Toutes les études antérieures – Bélanger-Campeau, études afférentes à la souveraineté du Québec<sup>11</sup> et l'étude Legault sur les finances d'un Québec souverain – en sont pourtant arrivées, après une analyse rigoureuse, à des ratios bien plus bas. Bélanger-Campeau calculait par exemple que la part du Québec de la dette fédérale serait de 18,5%.

Les auteurs du MFQ mentionnent eux-mêmes qu'ils auraient pu utiliser la part du Québec du PIB comme mesure de référence, soit 19,3%, ce qui aurait beaucoup plus de sens, puisque ce ratio correspond à la part effective de la dette fédérale que doit assumer le Québec actuellement. Choisir le ratio démographique comme l'a fait le ministère, cela permet d'augmenter arbitrairement la dette brute de 20,9 milliards.

<sup>11</sup> Deux études effectuées sous le gouvernement libéral de Robert Bourassa

## **Un portrait de la dette publique brute**

Pour résumer, voici ce que donne, pour 2008, le calcul de la dette publique brute du Québec selon la méthodologie du MFQ et celle de l'OCDE appliquée rigoureusement, avec la part du Québec de la dette fédérale au ratio du PIB (19,3%)<sup>12</sup> et en tenant compte, ou non, du FARR:

<b>Engagements financiers bruts</b>	<b>MFQ</b>	<b>Avec FARR</b>	<b>Sans FARR</b>
Dettes brutes	151 385	124 629	99 377
Passif des régimes de retraite	-28 649		
Autres éléments du passif	20 393	20 393	20 393
Dettes des municipalités	18 639	18 639	18 639
Dettes des réseaux	931	931	931
Part de la dette fédérale	122 849	101 919	101 919
<b>Total</b>	<b>285 548</b>	<b>266 511</b>	<b>241 259</b>
Ratio EFB / PIB	94,5%	88,2%	79,8%
Rang OCDE	5	6	6

## **La dette nette**

Mais la dette brute ne constitue pas un portrait fidèle de la réalité. Voici ce qu'en disait l'économiste Mathieu Laberge, qui écrit régulièrement des études pour l'Institut économique de Montréal :

« Si vous voulez faire peur à vos enfants, prenez la dette brute, elle ne tient pas compte de la capacité de payer, ni des actifs du gouvernement. »<sup>13</sup>

Prenons l'exemple de la Norvège, dont la dette brute (EFB) correspond à 56% de son PIB. Si on regarde plutôt la dette nette (EFN) de ce pays, on réalise que la Norvège n'a aucune dette! En réalité, si les Norvégiens remboursaient demain matin toute leur dette publique, il y aurait encore des milliards dans les coffres, équivalents à 124,6% du PIB.<sup>14</sup> C'est comme si le Québec, après avoir payé toutes ses dettes, avait encore une cagnotte de 400 milliards de dollars en caisse. Il faut dire que la Norvège s'est séparée de la Suède en 1905.

<sup>12</sup> Puisque le Québec fait toujours partie du Canada. Advenant la souveraineté, le partage de la dette fédérale correspondra à un inventaire et une comptabilité beaucoup plus détaillés des actifs et des passifs financiers et non-financiers, ce qui ramènera la part du Québec en-deçà de 19,3%.

<sup>13</sup> Tiré du [blogue de Jean-François Lisée](#)

<sup>14</sup> OCDE – 2008

Pour le Québec aussi, le portrait est différent. Comme on l'a vu plutôt, le MFQ tient compte du FARR pour le passif, mais il exclut ses actifs, ce qui a pour conséquence de gonfler d'autant la dette nette.

Encore une fois, le portrait du MFQ et le nôtre sont bien différents<sup>15</sup> :

<b>Engagements financiers nets</b>	MFQ	Avec FARR	Sans FARR
Engagements financiers bruts	285 548	266 511	241 259
Actifs financiers du gouvernement	-43 708	-43 708	-43708
Actifs du RRQ	-26 198	-26 198	-26198
Fonds des générations		-1 952	-1 952
FARR		-36 025	
Part des actifs financiers fédéraux	-46 608	-38 667	-38667
<b>Total</b>	<b>169 034</b>	<b>119 961</b>	<b>130 734</b>
Ratio EFB / PIB	55,9%	39,7%	43,3%
Rang OCDE	5	10	10

### ***Le Québec moins endetté que la moyenne des pays de l'OCDE***

Ce que montre le tableau suivant, c'est que le Québec était moins endetté, en 2008, que la moyenne des pays de l'OCDE et que cinq des sept pays du G7.<sup>16</sup>

Rang	Pays	% / PIB
1	Italie	89,6
2	Japon	84,4
3	Belgique	74,1
4	Grèce	73,9
5	Hongrie	51,9
6	Portugal	47,8
7	États-Unis	47,2
8	Allemagne	45,0
	Zone euro	44,8
9	France	44,3
	Moyenne OCDE	41,9
10	Québec	39,7

<sup>15</sup> La part du Québec des actifs fédéraux est également calculée au ratio du PIB, à 19,3%

<sup>16</sup> Engagements financiers nets des administrations publiques, 2008

## ***La situation a changé radicalement depuis 2008***

Depuis 2008, suite à cette crise mondiale que certains ont appelée la Grande récession, la situation financière de la plupart des pays s'est détériorée et pour certains, dramatiquement.

Les déficits budgétaires ont beaucoup augmenté et dans certains pays, ils ont littéralement explosé. La dette nette de l'Irlande a triplé en deux ans, celle du Royaume-Uni a presque doublé, celle des États-Unis a augmenté de 38% et celle de la Grèce frôle le 100% du PIB :

Engagements financiers nets / PIB			
Pays	2008	2010	Hausse
Irlande	11,4	38,0	26,6
Royaume-Uni	33,1	59,0	25,9
Grèce	73,9	94,6	20,7
États-Unis	47,2	65,2	18
Moyenne OCDE	41,9	57,9	16

Le Québec, l'Ontario et le Canada n'ont pas échappé à la crise, mais le choc a été beaucoup moins rude, de sorte que les déficits budgétaires ont été plus réduits, de même que la hausse de l'endettement. Nous avons calculé, à partir de la méthode de l'OCDE, le déficit budgétaire<sup>17</sup> du Québec et de l'Ontario s'ils étaient des pays<sup>18</sup> :

Solde budgétaire 2010			
Québec	Milliards	Ontario	Milliards
Adm. Locales	0,95	Adm. Locales	0,85
Gouvernement Québec	4,5	Provincial	19,7
Part du déficit fédéral	9,5	Part du déficit fédéral	18,3
Total	15,0	Total	38,9
% du PIB (315 148)	4,8%	% du PIB (601 232)	6,5%

<sup>17</sup> Le « solde financier des administrations publiques » pour reprendre les termes de l'OCDE.

<sup>18</sup> La part du Québec et de l'Ontario du déficit fédéral a été établie en fonction du prorata du PIB canadien de chacun. Les données proviennent de l'Institut de la statistique du Québec et pour le solde budgétaire des administrations locales, ils sont estimés à partir des données de 2009 de Statistique Canada.

## **Comparaison internationale des soldes budgétaires**

C'est lorsque nous comparons avec l'Ontario et les pays de l'OCDE que nous réalisons à quel point la situation budgétaire du Québec est enviable.

Le tableau suivant<sup>19</sup> montre l'ampleur des déficits dans certains pays. Si, par exemple, le déficit budgétaire du Québec atteignait 13,3% du PIB comme en Grande-Bretagne, il serait de 42 milliards de dollars. Pour une seule année!

Dans ce contexte de comparaison internationale, le Québec-pays serait au 23<sup>e</sup> rang en termes d'ampleur des déficits, l'Ontario-pays au 11<sup>e</sup> rang et le Canada au 21<sup>e</sup> rang. Dans un classement où plus on est bas, mieux on se porte, on voit d'un coup d'œil que le Québec est dans une situation relativement favorable :

Solde financier, 2010		
Rang	Pays	Déficit / PIB
1	Royaume-Uni	13,3
2	Irlande	12,2
3	États-Unis	10,7
4	Islande	10,1
5	Grèce	9,8
	Moyenne de l'OCDE	8,3
11	Ontario	6,5
21	Canada	5,2
23	Québec	4,8

<sup>19</sup> Sauf pour le Québec et l'Ontario, les chiffres proviennent de l'OCDE et font référence aux Soldes financiers des administrations publiques. La part du déficit fédéral imputée au Québec et à l'Ontario a été calculée selon le ratio du PIB, soit 19,3% pour le Québec et 37% pour l'Ontario.

## ***L'endettement public du Québec en 2010***

Cette performance budgétaire du Québec en 2010, si elle est remarquable dans un contexte de comparaison internationale, ne doit pas masquer le fait que nous sommes en situation de déficit, au global, de 15 milliards de dollars. Cette situation a évidemment des conséquences sur le niveau d'endettement du Québec en 2010, qui a augmenté par rapport à 2008.<sup>20</sup> Le tableau<sup>21</sup> suivant montre l'évolution des engagements financiers bruts et nets depuis 2008 :

<b>Engagements financiers bruts</b>	2008	2010
Dettes brutes	124 629	144 861
Autres éléments du passif	20 393	20 393
Dettes des municipalités	18 639	18 639
Dettes des réseaux	931	931
Part de la dette fédérale	101 919	123 520
<b>Total</b>	<b>266 511</b>	<b>308 344</b>
Ratio EFB / PIB	88,2%	97,8%
Rang OCDE	6	6

<b>Engagements financiers nets</b>	2008	2010
Engagements financiers bruts	266 511	308 344
Actifs financiers du gouvernement	-43 708	-43 708
Actifs du RRQ	-26 198	-26 198
FARR	-36 025	-40 277
Fonds des générations	-1 952	-3 559
Part des actifs financiers fédéraux	-38 667	-38 667
<b>Total</b>	<b>119 961</b>	<b>155 935</b>
Ratio EFB / PIB	39,7%	49,5%
Rang OCDE	10	11

<sup>20</sup> D'autant que si la dette a augmenté, le PIB de son côté a diminué, récession oblige.

<sup>21</sup> Pour 2010, il s'agit d'estimations, car les données finales ne sont pas disponibles. Quand des prévisions étaient disponibles, nous les avons utilisées et si non, nous avons repris les données de 2008. Méthodologie de l'OCDE et inclusion du FARR.

## **Comparaison internationale de la dette nette en 2010**

Pour finir, voici le tableau des engagements financiers nets (la dette nette) des pays de l'OCDE en 2010, avec l'insertion du Québec. On voit que, malgré un endettement record sous le gouvernement Charest, le Québec est moins endetté que la moyenne des pays de l'OCDE et que le Japon, l'Italie, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, 6 des 7 pays du G7. Quant à la Grèce, elle presque deux fois plus endettée que le Québec.

Engagements financiers nets, 2010		
Rang	Pays	% du PIB
1	Japon	104,6
2	Italie	100,8
3	Grèce	94,6
4	Belgique	85,4
5	États-Unis	65,2
6	Portugal	62,6
7	Hongrie	62,1
8	France	60,7
9	Royaume-Uni	59,0
	Zone euro	57,9
	Total de l'OCDE	57,6
10	Allemagne	54,7
11	Québec	49,5
12	Islande	43,9
13	Autriche	42,9
14	Espagne	41,6
15	Irlande	38,0
16	Pays-Bas	36,5
17	Canada	32,6
18	Pologne	32,4
19	République slovaq	13,3
20	Suisse	11,0
21	Slovénie	7,7
22	République tchèq	5,3
23	Danemark	1,6
24	Australie	-1,3
25	Nouvelle-Zélande	-10,9
26	Suède	-13,1
27	Corée	-33,4
28	Estonie	-36,3
29	Luxembourg	-38,1
30	Finlande	-46,4
31	Norvège	-143,6

## **Conclusion**

Quelques grands constats se dégagent de cette analyse.

Le premier, c'est que la dette publique du Québec est souvent surestimée dans le jeu des comparaisons internationales par ceux qui prennent en compte la dette envers les régimes de retraite, qui est une dette future que la très grande majorité des pays de l'OCDE ne prennent pas en compte.

Le deuxième constat, c'est que malgré le plus important déficit des 15 dernières années, la situation budgétaire du Québec est meilleure que celle de la grande majorité des pays de l'OCDE, meilleure que celle du Canada dans son ensemble et que celle de l'Ontario. Un déficit moins élevé signifie que, dans les années à venir, le Québec devrait moins s'endetter que ses partenaires.

Ces constats montrent que l'avenir du Québec n'est pas si sombre que certains voudraient le faire croire. Mais l'avenir n'est pas rose bonbon, non plus. Le fait que la situation relative du Québec soit satisfaisante ne justifie d'aucune façon la complaisance financière. La réalité crue, c'est qu'il y a des déficits budgétaires importants à Québec et à Ottawa et que la population québécoise vieillit.

Nous n'avons pas les moyens de gaspiller nos fonds publics et il faut donc s'occuper de cet énorme problème de gaspillage dans la construction au Québec. Le gouvernement prévoit en effet investir 43 milliards pour les infrastructures de 2009 à 2014. S'il est vrai que nous payons 30% de trop, nous y perdrons 13 milliards de fonds publics, soit l'équivalent de 13 ans de la nouvelle taxe santé du gouvernement libéral, qui coûtera 200 dollars par adulte.

Le refus de Jean Charest de tenir une enquête publique sur la construction pourrait donc coûter 2 600 dollars à chaque adulte québécois. Et dire qu'il faudra en plus payer les intérêts sur ces 13 milliards que le gouvernement emprunte en notre nom...

Ensuite, il y a les 50 milliards que les Québécois envoient à Ottawa. Si le Québec reprenait le contrôle de cet argent qui nous appartient, il serait en mesure d'économiser des milliards et d'orienter les décisions de façon à accélérer la croissance de notre économie.

En examinant dans le passé les dépenses bureaucratiques d'Ottawa, nous avons découvert un gaspillage monstrueux. Par exemple, de 1998 à 2007, les dépenses de Santé Canada ont augmenté de 131% (!) pendant que celles du ministère québécois de la Santé augmentaient de 77%. Pourtant, Ottawa ne gère aucune urgence et n'est pas responsable de l'assurance-médicament.

À l'époque, nous avons présenté un plan d'économie permettant de sauver au minimum 8 milliards par année. Si le Québec contrôlait sa part de ces dépenses, nous pourrions facilement économiser 2 milliards par année, en plus d'un autre 3,5 milliards en éliminant les chevauchements entre Ottawa et Québec.

En plus de ce gaspillage fédéral, il faut souligner qu'Ottawa a versé 9,7 milliards de dollars au secteur de l'auto en Ontario en 2009, dont deux milliards provenaient du Québec. Nul doute que cette somme aurait pu être mieux dépensée par le Québec pour stimuler sa propre économie. Par exemple en lançant une vaste campagne visant à réduire notre dépendance ruineuse au pétrole. Au lieu de cela, le Québec s'est endetté pour venir au secours de General Motors en Ontario! Eh oui, nous devons là encore payer des intérêts sur cette dette...

Le [budget du Québec](#) fait aussi le point, dans la remarquable *section E*, sur les transferts fédéraux. Le moins que l'on puisse dire après cette lecture, c'est que le Québec se fait royalement rouler dans la farine, de plusieurs milliards de dollars.

C'est vrai, notre situation financière et budgétaire est relativement bonne. Mais elle pourrait être bien meilleure si nous prenions quelques décisions stratégiques :

1. Déclencher une enquête publique sur la construction;
2. Reprendre le contrôle des 50 milliards que nous envoyons à Ottawa chaque année;
3. Réduire notre part des dépenses de fonctionnement du gouvernement fédéral;
4. Éliminer les chevauchements entre les ministères québécois et fédéraux.

Pour y arriver, nous ne voyons qu'une solution réaliste et elle est politique. Il s'agit de battre le gouvernement libéral aux prochaines élections en votant pour le Parti Québécois et de réaliser la souveraineté du Québec.